

Vous en doutez? Lisez la page 5 du même communiqué.

Que fait-on dans le domaine de l'impôt sur le revenu des particuliers, c'est-à-dire du travailleur, à qui on ne demande même plus la permission, mais à qui l'État enlève directement l'impôt de son salaire brut, dès ses premières heures de travail, et cela avant même que l'ouvrier ait le temps d'apporter un morceau de pain sur la table de sa famille? Comment appelez-vous cela, sinon une dictature étatique? L'État d'abord, que meure la populace! Nous en sommes rendus là, 28.5 p. 100 de tout le budget est ainsi arraché au gagne-petit.

Et que dire de la taxe de vente, qui touche le gros de la population ouvrière, et qui atteint une proportion de 18 p. 100 du budget!

C'est donc que le gagne-petit paie au-delà de 50 p. 100 de ce budget astronomique et extravagant par rapport à la population du pays.

Ajoutez à cela les impôts de 21 p. 100 sur les corporations ou petites entreprises, les droits de douane, et le reste.

Sans cesse, on se casse la tête pour découvrir de nouveaux champs de taxation, mais on ne fait absolument rien pour récupérer les richesses du pays et les faire servir au mieux-être de notre population.

On ne semble pas se poser la question pour savoir si le pays pourrait retirer davantage de ses droits de royauté. Que dis-je, on ne semble pas, on ne veut pas, on évite même d'y penser; soit pour ne pas troubler la quiétude des trusts étrangers qui pillent littéralement notre pays, soit pour ne pas tirer une source qui permettra peut-être aux vieux partis de se maintenir encore au pouvoir pendant quelques années.

Et, au risque de laisser déclencher la pire des révolutions, quand le peuple en aura plein le dos, on continue à favoriser le règne de la plus stupide dictature financière qu'on ne retrouve que dans un pays riche comme le Canada.

Nos gouvernements ne sont que de vils hâbleurs, invitant les requins de la finance et les compagnies outre-frontières à venir recueillir les immenses richesses canadiennes.

Tout ce que nos hommes d'État ont appris de l'administration, c'est la taxe, alors que, précisément, la taxe est le signe évident de la maladministration.

A regret, je suis obligé de discontinuer ces observations, dont la grande majorité de la population reconnaît la véracité, sans toutefois avoir l'honnêteté d'accepter les changements qui s'imposent.

J'en aurais pour des heures à traiter d'économique, mais je garderai mes remarques pour un auditoire beaucoup plus réceptif que

les membres de cette enceinte, qui semblent être blindés contre la raison et le bon sens. En effet, les cultivateurs, les ouvriers de mon comté, les chômeurs et les déshérités sont beaucoup plus aptes à recevoir mes paroles.

Je vous ai dit, au début, que j'avais un point bien spécifique sur lequel je veux appeler l'attention de l'honorable ministre, savoir: les sommes d'argent votées pour la réserve de la Pointe-Bleue.

Encore cette année un montant sera consacré pour la section du service communautaire des affaires indiennes.

Aussi, je dois féliciter le gouvernement d'avoir nommé, dans la réserve de la Pointe-Bleue, un officier qui travaille en coopération avec les Indiens pour le développement de la communauté.

La fonction de ce délégué est celle d'un agent de liaison, permettant ainsi aux Indiens, pour la première fois, de donner leur opinion sur l'administration et la réorganisation de la réserve.

Cet officier, nommé et payé par Ottawa, a fait rapport de son travail au ministère. Ce rapport a-t-il été analysé à sa juste valeur? Voilà la question sur laquelle je voudrais appeler l'attention de l'honorable ministre du Nord canadien et des Ressources nationales (M. Laing), du sous-ministre et de ses subalternes.

Actuellement, on veut même supprimer M. Boissonneault, parce qu'il a dit trop de vérités, mais on aurait grand tort.

Monsieur l'Orateur, peut-être que mes paroles vont faire mal à quelques-uns et feront même frémir certains petits potentats dans leur fauteuil, mais je dois leur dire que je n'ai jamais reculé devant la vérité et que je suis un fervent défenseur de la démocratie, principalement au niveau du pauvre, du dépourvu et de l'opprimé.

Je l'ai déjà mentionné en cette enceinte, il y a une petite dictature installée à la Pointe-Bleue, dont le grand chef est un blanc, et, précisément pour appuyer ceci, j'ai reçu avant hier une lettre signée par le chef Harry Kurtness de la Pointe-Bleue mais qui n'est pas écrite par lui—je crois toutefois reconnaître l'écriture—dans laquelle on me fait des reproches amers parce que j'ai attaqué l'administration de la Pointe-Bleue.

Cette lettre, monsieur l'Orateur, se lit comme il suit:

...Je crois qu'il y a des améliorations...

je le disais dans ce temps-là,

...Je crois qu'il y a des améliorations à faire en ce sens. J'y reviendrai d'ailleurs lors de l'étude des crédits de ce ministère, car nous avons beaucoup à demander pour la réserve de la Pointe-Bleue, surtout au point de vue administratif.